Nations Unies ESCAP/81/3

Conseil économique et social

Distr. générale
5 février 2025

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Quatre-vingt-unième session
Bangkok, 21-25 avril 2025
Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*
Questions de politique générale actuelles ou nouvelles relatives au développement inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique : perspectives sous-régionales

Perspectives sous-régionales sur les questions de politique générale actuelles ou nouvelles relatives au développement inclusif et durable en Asie et dans le Pacifique

Note du secrétariat

Résumé

En Asie et dans le Pacifique, les gouvernements adoptent différentes stratégies pour relever les défis économiques, environnementaux et sociaux auxquels la région fait face, tels que les changements climatiques et les transitions démographiques et numériques. Si la nature et l'ampleur de ces défis, ainsi que les solutions employées pour les relever, varient en fonction de la situation géographique, de la structure économique, de la taille de la population et des perspectives générales de chaque pays, il existe des points communs et des possibilités de coopération au niveau sous-régional.

Dans le Pacifique, les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques. Face aux disparités économiques, à la vulnérabilité de la dette et à l'exclusion numérique, ces États ont besoin de solutions adaptées, notamment en ce qui concerne le financement de l'action climatique. En Asie de l'Est et du Nord-Est, les transitions économiques, les inégalités sociales et les catastrophes climatiques soulignent à quel point la coopération régionale, une gouvernance solide et des solutions novatrices sont importantes. En Asie du Nord et en Asie centrale, la priorité est donnée à la diversification économique, à la résilience climatique, à la gestion des ressources transfrontalières, à la transformation économique et aux politiques climatiques intégrées qui s'attaquent au problème de la pénurie d'eau. En Asie du Sud et du Sud-Ouest, les gouvernements se concentrent sur le maintien de la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la promotion de l'égalité des sexes. En Asie du Sud-Est, les priorités sont la gestion de l'urbanisation rapide, l'investissement dans l'infrastructure numérique et le renforcement de la résilience climatique.

Des enseignements pourraient être tirés de la manière dont chaque sous-région a relevé les défis et tiré parti des solutions possibles. La coopération et la coordination des initiatives aux niveaux régional et sous-régional pourraient permettre de parvenir plus rapidement à un développement inclusif et durable dans l'ensemble de l'Asie et du Pacifique.

* ESCAP/81/1.

Merci de recycler

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique est invitée à prendre note du présent document et à donner des orientations au secrétariat concernant ses activités futures dans ce domaine.

I. Introduction

1. Les effets des changements climatiques, notamment l'élévation du niveau de la mer, les phénomènes météorologiques extrêmes, les perturbations de la production agricole et les dommages causés aux infrastructures, menacent les moyens de subsistance et la stabilité économique. Outre les efforts déployés pour renforcer la résilience, la région Asie-Pacifique doit s'adapter rapidement à l'évolution des conditions environnementales. Dans le même temps, la région connaît d'importants changements démographiques et progrès technologiques et une dynamique du commerce en pleine évolution. Pendant cette période de transformation, l'inclusion numérique est essentielle pour que chacun(e) participe au développement de la région et en bénéficie.

2. Des défis et des priorités communs existent au niveau sous-régional. Dans le Pacifique, les petits États insulaires en développement sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques. Face aux disparités économiques, à la vulnérabilité de la dette et à l'exclusion numérique, ces États ont besoin de solutions adaptées, notamment en ce qui concerne le financement de l'action climatique. En Asie de l'Est et du Nord-Est, les transitions économiques, les inégalités sociales et les catastrophes climatiques soulignent à quel point la coopération régionale, une gouvernance solide et des solutions novatrices sont importantes. En Asie du Nord et en Asie centrale, la priorité est donnée à la diversification économique, à la résilience climatique, à la gestion des ressources transfrontalières, à la transformation économique et aux politiques climatiques intégrées qui s'attaquent au problème de la pénurie d'eau. En Asie du Sud et du Sud-Ouest, les gouvernements se concentrent sur le maintien de la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la promotion de l'égalité des sexes. En Asie du Sud-Est, les priorités sont la gestion de l'urbanisation rapide, l'investissement dans l'infrastructure numérique et le renforcement de la résilience climatique.

3. Pour relever ces défis, il faut mettre en place des politiques intégrées et mener des activités coordonnées aux échelons régional et sous-régional. La diversité des situations démographiques, économiques et environnementales dans la région offre une occasion unique de mettre en commun les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience afin de relever les défis communs grâce à des solutions sur mesure. On trouvera dans le présent document un résumé des grandes tendances socioéconomiques dans chaque sous-région, des défis à relever et des stratégies et mesures entreprises pour y parvenir.

II. Questions de politique générale actuelles ou nouvelles relatives au développement inclusif et durable

A. Pacifique

1. Aperçu des tendances, des difficultés et des possibilités socioéconomiques

4. Le Pacifique a des forces et des potentialités uniques. Toutefois, les petits États insulaires en développement du Pacifique, du fait de leurs caractéristiques intrinsèques, telles que leur petite taille, leur éloignement et leur vulnérabilité aux risques naturels et aux changements climatiques, souffrent d'importantes vulnérabilités structurelles qui entravent leur

développement. Si l'on considère l'ensemble des petits États insulaires en développement, par exemple, on constate un déficit de financement annuel de 2 à 15 milliards de dollars [1] pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ce qui représente entre 63 et 477 dollars par habitant chaque année.

5. Selon les données sur les indicateurs de développement humain du Portail des objectifs de développement durable pour l'Asie et le Pacifique (Asia-Pacific SDG Gateway), il existe des disparités notables entre les pays développés et les pays en développement du Pacifique, les petits États insulaires en développement affichant des résultats insuffisants en ce qui concerne les indicateurs relatifs au taux d'alphabétisation des adultes, au taux d'achèvement de l'enseignement supérieur et au taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans. De plus, au niveau sous-régional, les taux de maladies non transmissibles, telles que les cardiopathies, les accidents vasculaires cérébraux, les cancers et le diabète, dépassent les moyennes mondiales. En outre, une grande partie de la population n'a toujours pas accès à Internet ou à des appareils numériques, et des disparités importantes subsistent entre hommes et femmes et entre zones urbaines et rurales. S'agissant des objectifs de développement durable, la sous-région a régressé par rapport aux progrès qui avaient été faits dans la réalisation de l'objectif 11 (Villes et communautés durables) et elle risque de perdre davantage pied si les infrastructures ne peuvent pas s'adapter à l'évolution de la population et aux changements démographiques. En particulier, les zones urbaines comptent un grand nombre de jeunes, ce qui témoigne d'une modification de la structure démographique.

6. Les perspectives économiques à court terme de la sous-région semblent favorables, même si des inquiétudes persistent. Les économies combinées de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande devraient connaître une croissance de 2,1 % en 2025, contre 1,1 % en 2024 [2], et les petits États insulaires en développement du Pacifique devraient enregistrer une croissance de 4,1 % en 2025, contre 3,4 % en 2024[3]. La croissance des petits États insulaires en développement du Pacifique est soutenue par les envois de fonds et le tourisme, et tout porte à penser que le tourisme continuera d'être le moteur du développement économique à court terme. Néanmoins, les capacités budgétaires limitées et les problèmes d'endettement importants continuent de faire pression sur le développement économique durable dans le Pacifique. Cette pression est aggravée par les vulnérabilités aux catastrophes naturelles, lesquelles touchent particulièrement les petits États insulaires en développement du Pacifique, d'où la nécessité d'un soutien financier et d'investissements internationaux continus, complétés par des réformes de la gestion des finances publiques visant à en améliorer l'efficience et l'efficacité.

7. Dans le même temps, le Pacifique connaît de grandes difficultés liées au marché du travail. Les pénuries de main-d'œuvre et le chômage des jeunes restent des problèmes importants. Bien que les femmes soient très présentes dans la population active, des écarts entre les sexes persistent. Les personnes handicapées font aussi face à des difficultés sur le marché du travail.

[1] CNUCED, « The costs of achieving the Sustainable Development Goals ». Disponible à l'adresse suivante : https://unctad.org/sdg-costing.

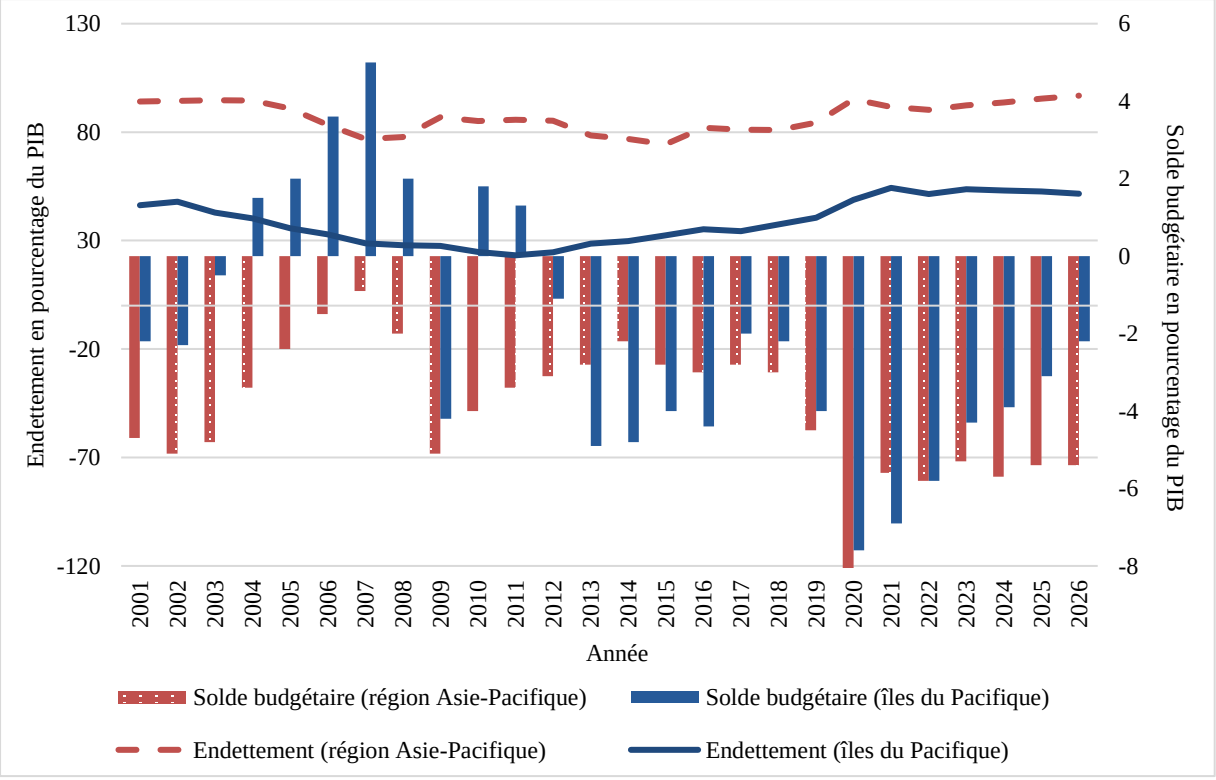
[2] Fonds monétaire international (FMI), base de données des Perspectives de l'économie mondiale (octobre 2024). Disponible à l'adresse suivante : www.imf.org/external/datamapper/datasets/WEO (consultée le 3 novembre 2024).

[3] Banque asiatique de développement, *Asian Development Outlook: September 2024* (Manille, 2024).

8. Le bilan de l'inflation dans les petits États insulaires en développement du Pacifique est mitigé. Malgré un ralentissement prévu de la croissance des prix mondiaux en 2025, des facteurs tels que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, la hausse des salaires, les contraintes d'approvisionnement en carburant et les phénomènes météorologiques constituent un risque pour la dynamique actuelle de l'inflation, qui devrait s'établir à 4,1 % en 2025, contre 3,6 % en 2024. En 2024, les orientations des politiques monétaires variaient selon les pays : elles ont été assouplies dans les Îles Salomon, sont restées inchangées aux Fidji et aux Tonga, et ont été resserrées en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Vanuatu. Au Samoa, le taux d'intérêt directeur a été ramené dans la fourchette cible neutre. Un resserrement continu des taux d'intérêt pourrait augmenter les coûts du service de la dette, ce qui intensifierait les pressions budgétaires et menacerait la stabilité financière. La politique budgétaire devrait donc être synchronisée avec la politique monétaire et accompagnée de politiques de développement plus larges afin de stabiliser les niveaux d'endettement.

9. Sur une note plus positive, les petits États insulaires en développement du Pacifique obtiennent de meilleurs résultats que la région Asie-Pacifique au sens large en termes d'équilibre budgétaire et de dette en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) (voir figure I). En 2024, les performances budgétaires des petits États insulaires en développement du Pacifique se sont légèrement améliorées sous l'effet de la croissance économique, de l'augmentation des recettes publiques dans certains pays et de l'assainissement des finances publiques. À moyen terme, cependant, les niveaux d'endettement devraient rester supérieurs à ce qu'ils étaient avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les difficultés budgétaires persistent car les recettes n'augmentent pas, d'où une capacité d'endettement limitée.

Figure I
Solde budgétaire et endettement (pourcentage du PIB)



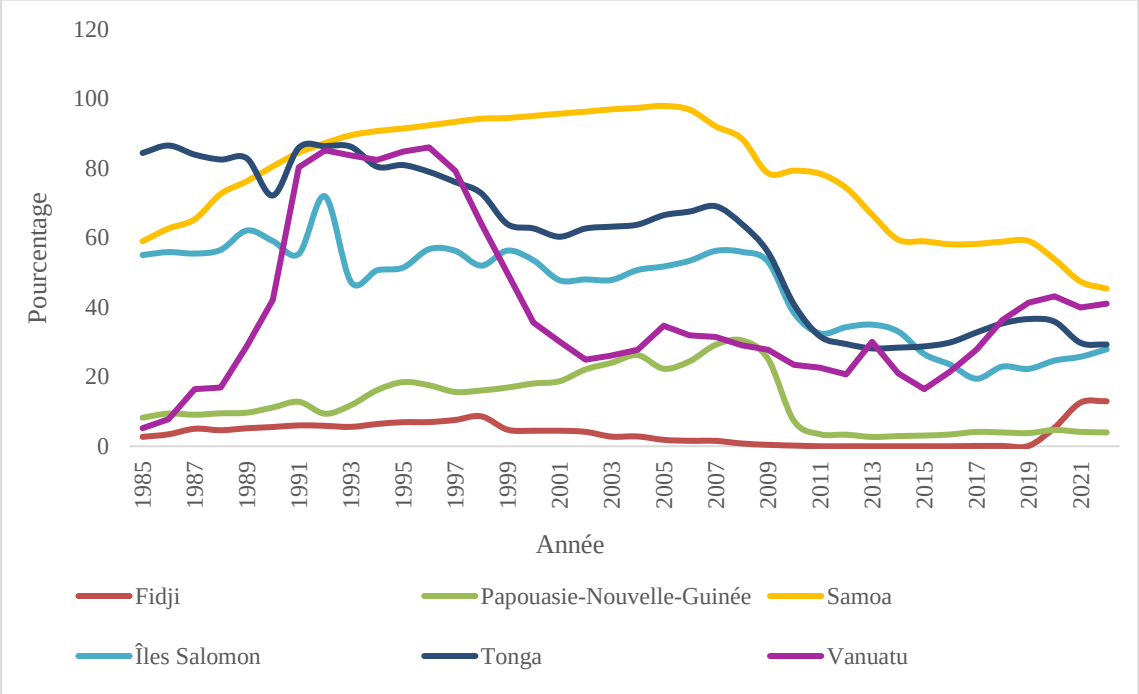
Source : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale (octobre 2024). Disponible à l'adresse suivante : www.imf.org/external/datamapper/datasets/WEO (consultée le 3 novembre 2024).

10. Bien que les performances de la dette puissent sembler favorables en comparaison avec l'ensemble de la région Asie-Pacifique, sept petits États insulaires en développement du Pacifique (Kiribati, les Îles Marshall, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Tonga, les Tuvalu et Vanuatu) présentent un risque élevé de surendettement, comme le montre la liste des analyses de soutenabilité de la dette des pays à faible revenu éligibles aux prêts du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance au 31 octobre 2024, publiée par le Fonds monétaire international.

2. Forte vulnérabilité de la dette

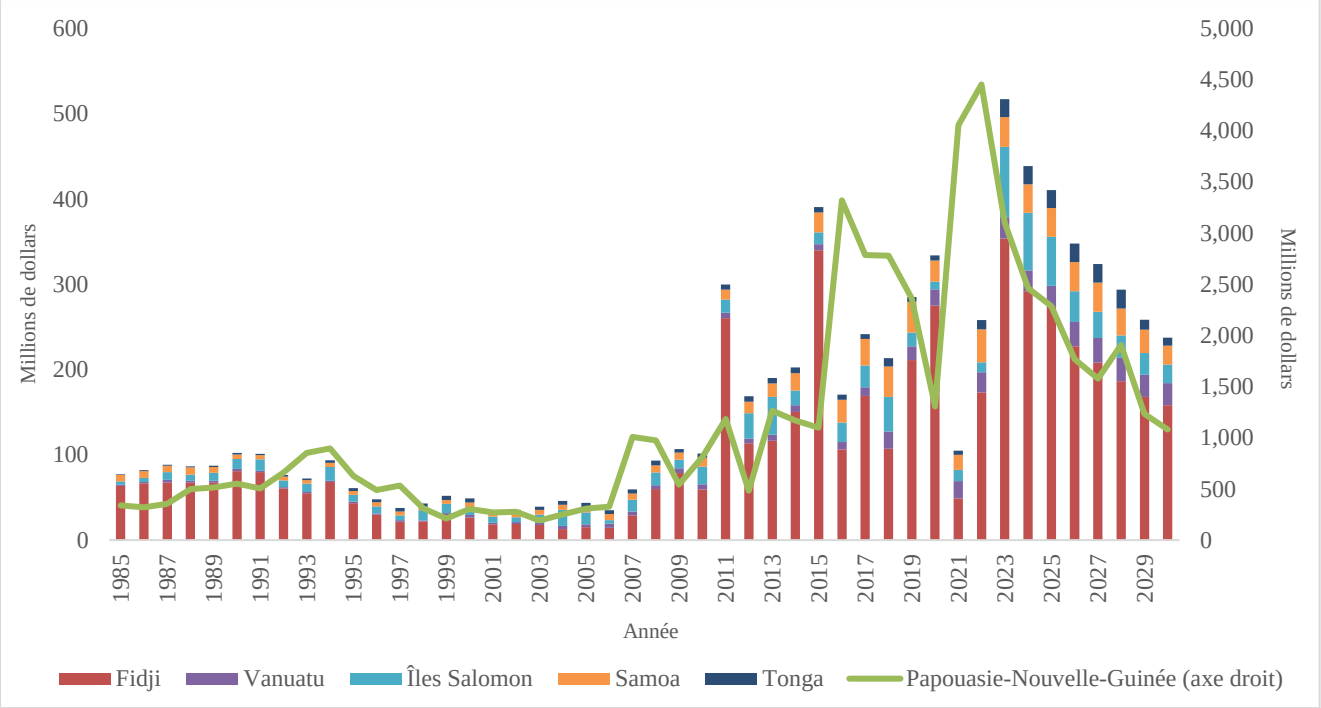
11. Les petits États insulaires en développement sont très sensibles aux chocs extérieurs en raison de leur petite économie ouverte. Pour faire face aux besoins de relèvement et de reconstruction, ces États ont souvent recours à des solutions de financement commercial coûteuses, car ils n'ont qu'un accès limité au financement du développement à des conditions favorables, dont les critères d'éligibilité sont basés sur le revenu national brut par habitant. Les méthodes commerciales d'évaluation de la note de crédit mettent fortement l'accent sur les risques de liquidité à court terme, ce qui contribue à la faible solvabilité de ces pays. Ainsi, les pays n'ont eu d'autre choix que de faire de plus en plus appel à des financements non assortis de conditions favorables, lesquels se caractérisent par des coûts d'emprunt plus élevés et des échéances plus courtes. Ces dernières années, la part de la dette concessionnelle des petits États insulaires en développement du Pacifique dans le montant total de la dette extérieure a baissé (voir figure II), mais le total du service de la dette a augmenté (voir figure III).

Figure II
Financement à des conditions favorables en pourcentage de la dette extérieure



Source : Banque mondiale, base de données International Debts Statistics. Disponible à l'adresse suivante : https://databank.worldbank.org/source/international-debt-statistics (consultée le 18 novembre 2024).

Figure III
Service de la dette extérieure (historique et projection)



Source : Banque mondiale, base de données International Debts Statistics (voir figure II).

12. Les petits États insulaires en développement défendent l'adoption de l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle et demandent qu'il soit mis en place comme moyen d'évaluer la vulnérabilité aux chocs extérieurs sur la base de critères autres que le revenu national brut. Selon cet indice, les petits États insulaires en développement du Pacifique se classent dans la catégorie « vulnérabilité très élevée ». Son adoption faciliterait la restructuration de la dette et permettrait d'accéder à des financements à des conditions favorables pour réaliser le Programme 2030.

13. Le fardeau de la dette est aggravé par le fait que les ressources financières sont allouées aux mesures d'atténuation plutôt qu'à des mesures d'adaptation. La sous-région a besoin d'environ 2 milliards de dollars par an pour renforcer la résilience et l'adaptation aux changements climatiques et faciliter la transition vers les énergies renouvelables[4]. Dans les petits États insulaires en développement du Pacifique, les catastrophes liées au climat ont été meurtrières, causé de nombreux dégâts et eu des effets dévastateurs sur la vie des gens. Or, selon les scénarios de réchauffement, la gravité et la fréquence de ces phénomènes devraient s'intensifier. Vanuatu, les Tonga et les Palaos subissent les pertes les plus importantes, par ordre décroissant, en pourcentage du PIB[5].

14. Deux mécanismes de financement novateurs existent dans la sous-région : la Pacific Catastrophe Risk Insurance Company et le Fonds de résilience du Pacifique du Forum des îles du Pacifique. La Pacific Catastrophe Risk Insurance Company est une compagnie d'assurance régionale détenue par les Îles Cook, les Fidji, les Îles Marshall, le Samoa et les Tonga, qui fournit des

[4] Forum des îles du Pacifique, *2050 Strategy for the Blue Pacific Continent: Executive Summary for the Implementation Plan Baseline* (Suva, 2024).

[5] *Targeting Transformative Disaster Risk Resilience in the Pacific: Asia-Pacific Disaster Report 2024 for ESCAP Subregions* (ESCAP/5-TR/31).

fonds visant à acheminer rapidement les secours et à apporter une assistance technique à la suite d'une catastrophe[6]. Ce soutien vise à aider les pays à renforcer leur résilience face aux catastrophes et aux risques climatiques, et à pérenniser ainsi leurs acquis en matière de développement. Depuis 2014, cinq versements ont été effectués. Le dernier en date, d'un montant de 1,2 million de dollars, a permis de venir en aide au Gouvernement de Vanuatu à la suite du tremblement de terre d'une magnitude de 7,3 qui a frappé près de Port Vila en décembre 2024. Le Fonds de résilience du Pacifique a été créé pour proposer des solutions de financement dans le cadre de la lutte contre les risques climatiques et les risques de catastrophe propres au Pacifique[7]. Le Fonds soutiendra l'adaptation au climat, la préparation aux catastrophes, l'intervention rapide et la résilience des communautés. Le Fonds a besoin de financements internationaux supplémentaires pour atteindre son objectif initial de capitalisation de 500 millions de dollars d'ici au 1er janvier 2026.

3. Renforcement de la coopération régionale et sous-régionale

15. Les petits États insulaires en développement du Pacifique ont soutenu l'appel lancé par l'Ouganda au nom du Groupe des 77 et de la Chine lors de la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en faveur d'un nouvel objectif collectif ambitieux et quantifié en matière de financement de la lutte contre les changements climatiques pour les pays en développement. Grâce à son projet d'évaluation des biens et services écosystémiques dans le Pacifique et à l'organisation conjointe de la Conférence régionale sur la dette du Pacifique, en 2022, le secrétariat de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a aidé les États membres du Pacifique à étudier les solutions de financement. Le secrétariat a également élaboré des documents d'orientation sur la dette, un tableau de bord de la dette publique et une mise à jour de la proposition d'analyse de la soutenabilité de la dette publique à long terme, et aidé les Fidji à évaluer leur accès au financement de l'action climatique en faveur des villes et à établir une comptabilité des forêts.

16. L'architecture sous-régionale du Pacifique est en cours d'évaluation, l'objectif étant notamment de créer un mécanisme de partenariat plus stratégique et rationalisé. Le secrétariat de la CESAP et le système des Nations Unies pour le développement collaborent avec les agences du Pacifique afin d'optimiser les synergies et la cohérence des politiques pour la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050, en accord avec le Programme d'Antigua-et-Barbuda pour les petits États insulaires en développement : une déclaration renouvelée en faveur d'une prospérité résiliente.

B. Asie de l'Est et du Nord-Est

1. Aperçu des tendances, des difficultés et des possibilités socioéconomiques

17. Le paysage socioéconomique et géopolitique de l'Asie de l'Est et du Nord-Est est complexe. La sous-région connaît des problèmes stratégiques immédiats et à long terme, notamment liés à la transition économique, aux inégalités sociales, aux changements démographiques et aux catastrophes d'origine climatique. Dans un contexte marqué par une économie mondiale instable, les pays de la sous-région doivent faire face à des défis socioéconomiques persistants et à des vulnérabilités récentes liées au climat.

[6] Voir https://pcric.org/.

[7] Voir https://forumsec.org/pacific-resilience-facility.

18. La sous-région abrite certaines des plus grandes économies du monde. La Chine est la deuxième économie mondiale du point de vue du PIB, et le Japon et la République de Corée se classent régulièrement parmi les 15 premières. Toutefois, ces économies se heurtent à la complexité de la transition d'une croissance à grande vitesse vers des modèles plus durables et axés sur l'innovation.

19. Le Gouvernement chinois s'efforce de devenir un chef de file mondial dans le domaine des technologies vertes et de l'innovation numérique. Pour cela, il donne la priorité aux réformes de l'infrastructure numérique, de l'intelligence artificielle et de l'énergie verte. À l'heure où l'économie pâtit de sa dépendance excessive aux exportations et du vieillissement démographique, ces réformes montrent que le pays s'efforce de surmonter les obstacles et de parvenir à une croissance durable, même dans le contexte d'un ralentissement de l'économie mondiale. Les Gouvernements du Japon et de la République de Corée font face à des difficultés liées aux changements démographiques (faible taux de natalité, vieillissement de la population et pénuries de main-d'œuvre). Les deux Gouvernements ont adopté des politiques visant à accroître l'automatisation, à renforcer la participation au marché du travail, notamment des femmes et des personnes âgées, et à encourager l'immigration. L'économie de la Mongolie, qui repose sur l'exploitation minière, l'urbanisation et le commerce avec la Chine, se heurte aux obstacles que sont sa dépendance aux matières premières, la dégradation de l'environnement et la surpopulation urbaine, et bénéficiera d'une diversification par l'agriculture, le tourisme et les énergies renouvelables. Bien que la sous-région ait enregistré une croissance économique, ses bénéfices n'ont pas profité à tout le monde, ce qui a entraîné une augmentation des inégalités. En Chine, par exemple, des millions de personnes sont sorties de la pauvreté, mais les disparités de richesse et les inégalités persistent. En outre, les disparités entre zones urbaines et rurales constituent une préoccupation majeure en Chine et en Mongolie. Au Japon et en République de Corée, le coût élevé de la vie et la stagnation des salaires ont entraîné une augmentation du chômage des jeunes, favorisant l'agitation sociale et creusant l'écart de richesse entre les générations. Les filets de sécurité sociale et les réformes de la protection sociale restent des questions cruciales, en particulier dans les sociétés vieillissantes. Le système de pension de retraite au Japon et la réforme des services de santé en République de Corée sont des thèmes centraux du débat national.

20. L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes d'origine climatique est un phénomène nouveau auquel il est urgent de s'attaquer. La sous-région est vulnérable aux risques naturels tels que les typhons, les inondations, les sécheresses, les tremblements de terre et les incendies de forêt. Le caractère urgent de la lutte contre les changements climatiques dans la sous-région met également en évidence la nécessité d'une transition énergétique. Les Gouvernements du Japon et de la République de Corée ont fixé des objectifs ambitieux de réduction à zéro des émissions nettes à atteindre d'ici à 2050, tandis que le Gouvernement chinois cherche à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2060. Le Gouvernement mongol s'efforce de réduire la dépendance du pays au charbon qui domine le bouquet énergétique. Pour cela il développe le secteur des énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire et exploite l'abondance des ressources naturelles. Atteindre ces objectifs suppose de transformer l'infrastructure énergétique, d'investir dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables et de réduire la dépendance au charbon, une démarche qui présente de nombreuses complexités politiques et économiques.

21. La coopération est essentielle pour relever ces défis multiformes. La lutte contre les catastrophes d'origine climatique et les menaces pour l'environnement au sens large passe par la collaboration, l'objectif étant de mettre en œuvre des politiques qui contribuent à atténuer les risques et à renforcer la résilience. Par exemple, le Secrétariat de coopération trilatérale établi entre la Chine, le Japon et la République de Corée, met l'accent sur la lutte contre les changements climatiques et l'innovation en matière de technologies vertes. Face à l'augmentation des risques climatiques, ces pays misent sur une coopération renforcée dans des secteurs tels que la gestion des risques de catastrophe, les énergies renouvelables et les activités conjointes de relèvement après une catastrophe.

22. À l'avenir, la sous-région devra trouver un juste équilibre entre développement socioéconomique et résilience climatique. En ce qui concerne le développement socioéconomique, une gouvernance solide et des solutions novatrices sont nécessaires pour lutter contre les inégalités, améliorer le marché du travail et passer à des économies vertes. Dans le même temps, l'augmentation des risques liés au climat exige une approche intégrée qui combine la gestion et l'atténuation des effets des catastrophes et les stratégies d'adaptation. Le renforcement de la coopération par l'intermédiaire d'organisations sous-régionales et la promotion de la mise en commun des connaissances sur la résilience climatique seront essentiels pour permettre à la sous-région d'assurer son avenir socioéconomique et environnemental.

2. Catastrophes et changements climatiques

23. Les catastrophes ont des répercussions dramatiques sur l'Asie de l'Est et du Nord-Est : au cours des cinquante dernières années, elles ont fait près de 500 000 morts, touché plus de 3 milliards de personnes et provoqué 2 000 milliards de dollars de dégâts, soit 68 % des pertes économiques totales liées aux catastrophes de la région[8]. Chaque année, la sous-région subit des pertes moyennes de 510 milliards de dollars, un chiffre qui pourrait augmenter de 5 % pour atteindre 538 milliards de dollars si le scénario d'une augmentation de la température moyenne mondiale de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels se concrétise. Le risque de sécheresse devrait s'intensifier dans le nord et l'ouest de la Chine, tandis que les épisodes de canicule deviendraient une menace sérieuse dans l'ensemble de la Mongolie et dans le nord-est de la Chine, avec des risques en cascade pour le Japon, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée. Les coûts d'adaptation devraient représenter 0,8 % du PIB d'ici à 2050.

24. Les catastrophes ont de profondes répercussions sur les infrastructures essentielles, la stabilité économique, la santé publique et les systèmes sociaux, ce qui aggrave les vulnérabilités, en particulier dans les régions qui s'urbanisent rapidement et dont la capacité de réaction en cas de catastrophe est limitée. Les zones urbaines, en particulier les villes côtières et à faible altitude, sont très vulnérables à l'élévation du niveau de la mer, aux ondes de tempête et aux inondations, qui peuvent déstabiliser les systèmes de transport et endommager les infrastructures, entraînant des réparations coûteuses et compromettant la résilience urbaine à long terme et la viabilité économique.

[8] *Asia-Pacific Disaster Report 2023: Seizing the Moment – Targeting Transformative Disaster Risk Resilience* (publication des Nations Unies, 2023).

25. Les vagues de chaleur deviennent plus fréquentes et plus intenses à cause des changements climatiques, ce qui exacerbe les risques pour la santé, en particulier chez les populations vulnérables. L'augmentation des températures met également à rude épreuve les systèmes énergétiques en raison de la hausse de la demande d'électricité pour le refroidissement et contribue à l'augmentation des émissions.

26. En 2023, environ 4,8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de leur pays à la suite de catastrophes naturelles[9] et les catastrophes d'origine climatique ont touché de manière disproportionnée les populations marginalisées, comme les groupes à faible revenu, les migrants et les personnes âgées. Les catastrophes peuvent entraîner des déplacements de population, créer des crises humanitaires et aggraver les inégalités sociales. Les possibilités économiques, les soins de santé et les services d'éducation sont souvent perturbés, ce qui rend le relèvement plus difficile.

27. Les zones urbaines dépendent des écosystèmes environnants pour des services essentiels, notamment l'approvisionnement en eau, la production alimentaire et la gestion des déchets. Les catastrophes d'origine climatique menacent ces services, perturbant ainsi la production agricole et l'accès à la nourriture, ce qui mine la résilience urbaine et la stabilité sociale.

28. La sous-région abrite des marchés d'analyse géospatiale florissants et des créateurs d'applications spatiales novatrices pour le développement durable[10]. Le Japon est depuis longtemps un chef de file en matière de préparation aux catastrophes, intégrant des solutions fondées sur la nature dans son infrastructure urbaine. De plus, le Gouvernement promeut un urbanisme vert qui privilégie les logements résilients aux catastrophes et des conceptions communautaires. En République de Corée, l'accent est mis sur la création d'environnements urbains durables qui aident à atténuer l'effet d'îlot de chaleur et assure une résilience à long terme face aux changements climatiques. Le Gouvernement chinois a lancé une initiative de « ville-éponge » – un modèle d'aménagement urbain qui favorise l'utilisation de surfaces poreuses, de toits végétaux et de zones humides urbaines – afin de lutter contre les inondations et de gérer les ressources en eau dans les zones urbaines. À Hong Kong (Chine), des éléments naturels ont été utilisés pour compléter les infrastructures urbaines. Des zones de mangrove ont été restaurées sur la côte, ce qui aide à absorber les ondes de tempête et à empêcher l'érosion du littoral, réduisant ainsi la vulnérabilité de la ville face aux typhons et à l'élévation du niveau de la mer.

29. Le Secrétariat de coopération trilatérale s'attache à relever les défis climatiques communs. Les Gouvernements de la Chine, du Japon et de la République de Corée collaborent en matière de recherche, d'échanges de connaissances et d'élaboration de projets conjoints afin d'améliorer les interventions en cas de catastrophe et de réduire l'empreinte écologique des zones urbaines.

[9] Observatoire des situations de déplacement interne, IDMC Data Portal. Disponible à l'adresse suivante : www.internal-displacement.org/database/displacement-data/ (page consultée le 1er décembre 2024).

[10] *Geospatial Practices for Sustainable Development East and North-East Asia 2024: A Compendium* (publication des Nations Unies, 2025).

3. Renforcement de la coopération régionale et sous-régionale

30. La coopération sous-régionale est essentielle pour faire face aux catastrophes d'origine climatique efficacement et les entités régionales doivent jouer un rôle actif dans la promotion de cette coopération. Une des priorités du partenariat trilatéral entre les Gouvernements de la Chine, du Japon et de la République de Corée, facilité par le Secrétariat de coopération trilatérale, consiste à élaborer et mettre en œuvre des projets de coopération dans le domaine du développement durable. L'approche « trilatéral + X » adoptée par le partenariat garantit que les avantages de la coopération sont étendus à d'autres pays. Grâce à cette approche, les trois États travailleront avec la Mongolie pour réduire les tempêtes de sable et de poussière dans la sous-région. Dans un contexte plus large, le Programme de coopération de la sous-région de l'Asie du Nord-Est en matière d'environnement pourrait servir à renforcer davantage l'action commune sur les questions environnementales, en synergie avec les activités menées par le secrétariat de la CESAP concernant notamment les systèmes d'alerte rapide dans les régions exposées aux risques de typhon et la prévision axée sur l'impact.

31. Au niveau régional, les pays de l'Asie de l'Est et du Nord-Est participent activement à la coopération technique en matière d'applications spatiales dans des domaines tels que la surveillance des cultures et la surveillance de la pollution de l'air. Grâce à la coopération régionale, il est possible de mieux tirer parti des données et des outils pour accroître la portée des applications spatiales en faveur du développement durable[11].

32. En outre, la promotion des collaborations sous-régionales en matière de recherche sur les changements climatiques et la résilience aux catastrophes est cruciale. Les réseaux d'experts et les instituts de recherche dans la sous-région peuvent partager des connaissances sur les technologies novatrices et ainsi contribuer à poser les fondations de l'adaptation à long terme. Un soutien supplémentaire à ces efforts, notamment par l'organisation de programmes conjoints de formation et de renforcement des capacités à l'intention des fonctionnaires, des intervenant(e)s d'urgence et des communautés locales, renforcera les capacités d'intervention en cas de catastrophe dans l'ensemble de la sous-région.

C. Asie du Nord et Asie centrale

1. Aperçu des tendances, des difficultés et des possibilités socioéconomiques

33. L'Asie du Nord et l'Asie centrale ont fait preuve d'une résilience économique remarquable en 2024. Compte tenu de la fluctuation des prix des produits de base, la diversification économique reste une priorité absolue. Au sein des pays exportateurs de pétrole, la croissance a été stimulée par des investissements publics et privés solides en Azerbaïdjan et en Fédération de Russie et par l'expansion du crédit au Kazakhstan. Parmi les pays importateurs de pétrole, la forte expansion économique a été soutenue par un secteur de la construction robuste au Kirghizistan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan et par la croissance du transport, du commerce, du tourisme et des services en Arménie, en Géorgie, au Kirghizistan et en Ouzbékistan.

[11] Ibid.

34. Les catastrophes en Asie du Nord et en Asie centrale ont causé plus de 64 000 décès, eu de sérieuses répercussions sur la vie de 20 millions de personnes et entraîné des dégâts estimés à 23 milliards de dollars au cours des cinquante dernières années[12]. Les zones exposées à des risques critiques sont notamment le bassin de la mer d'Aral et le nord du Kazakhstan, où l'intensification des risques de sécheresse, d'inondation et de vague de chaleur menace l'agriculture, l'énergie et la biodiversité. Ces risques multiples s'étendent au Turkménistan et à l'Ouzbékistan, où les foyers de risque climatique émergents aggravent les vulnérabilités. Même si les coûts de l'adaptation pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan augmentaient en termes de pourcentage du PIB dans un scénario où la température moyenne de la planète augmenterait de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, ces coûts resteraient bien inférieurs aux pertes économiques annuelles attendues des effets des changements climatiques[13].

35. Face à l'augmentation des risques de catastrophe dans la sous-région, il est urgent de renforcer la résilience. La fréquence et la sévérité des catastrophes d'origine climatique, particulièrement des sécheresses, ont augmenté au cours des dernières années. Par exemple, à cause des effets du gel et de la sécheresse qui ont touché la Fédération de Russie, la récolte de blé devrait passer de 98,2 millions de tonnes en 2023 à 83 millions de tonnes en 2024.

36. Un déclin à long terme de la disponibilité de l'eau et de la fertilité des sols présente des risques transfrontières pour tous les pays de la sous-région, ce qui met en péril la sécurité alimentaire et énergétique. En Asie centrale, la diminution des volumes d'eau due à la fonte des glaciers pendant les saisons de culture met en péril la production agricole. Cette réduction menace également l'approvisionnement en électricité du Kirghizistan et du Tadjikistan, où environ 90 % de l'électricité vient de l'énergie hydraulique.

37. La dégradation écologique de la mer d'Aral et de la mer Caspienne met en lumière les défis interconnectés entre les changements climatiques, l'eau et la terre. Si les efforts de restauration ont permis d'augmenter partiellement le volume d'eau et d'en améliorer la qualité dans la mer d'Aral, l'accroissement de l'évaporation causée par la hausse des températures reste un problème à long terme, qui rend le bassin vulnérable à la désertification. Le niveau des eaux de la mer Caspienne devrait baisser de 18 mètres d'ici la fin du siècle, ce qui entraînera une diminution des stocks de poissons, une salinisation des sols et une perte de biodiversité. Les communautés côtières sont particulièrement vulnérables à ces pressions liées au climat. En marge de la vingt-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, les représentantes et représentants des États qui bordent la mer Caspienne (Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Kazakhstan, République islamique d'Iran et Turkménistan) ont publié une déclaration dans laquelle ils soulignent à quel point il est d'urgent d'agir de concert pour protéger l'environnement et l'écosystème de la mer Caspienne.

38. Pour relever ces défis interconnectés, des politiques intégrées d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets seront nécessaires au développement économique à long terme de la sous-région. Les catastrophes d'origine climatique posent des risques physiques aux secteurs de l'agriculture, des mines et du pétrole et du gaz, ce

[12] *Targeting Transformative Disaster Risk Resilience in North and Central Asia: Asia-Pacific Disaster Report 2024 for ESCAP Subregions* (ESCAP/5-TR/28).

[13] Ibid.

qui entraîne des pertes directes pour les exportateurs de produits de base et des pertes indirectes pour les importateurs à cause de l'augmentation des coûts. Les tarifs douaniers sur le carbone et les mesures non tarifaires pourraient avoir un effet disproportionné sur les exportations intensives en carbone, comme celles du métal, du pétrole, de l'électricité et des industries chimiques. L'application de ces politiques commerciales par les économies avancées peut aggraver la balance commerciale des pays tributaires des produits de base, comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. La chute des recettes d'exportation limitera la marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses sociales et les autres investissements nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable, ce qui inverserait les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté et des inégalités. Si la politique budgétaire peut compenser certaines pertes de recettes publiques, la transformation économique est essentielle au succès à long terme.

39. Compte tenu des défis interdépendants auxquels la sous-région est confrontée, la transformation vers une économie verte offre une voie à suivre pour remédier aux vulnérabilités environnementales et économiques. Les pays de la sous-région, en particulier les pays en développement sans littoral, sont fermement engagés en faveur de la coopération et des progrès sont réalisés dans le cadre d'initiatives relatives à la gestion des ressources en eau, aux couloirs de transport, au commerce et à l'intégration économique. En novembre 2024, les États membres du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale[14] ont réaffirmé leur engagement en faveur du développement durable et vert dans la Déclaration de Douchanbé, qui était axée, entre autres, sur l'eau, l'énergie, le transport, le commerce, l'investissement et la transition numérique. Le secrétariat de la CESAP et des organisations sous-régionales, comme l'Organisation de Shanghai pour la coopération et l'Union économique eurasiatique, continuent de coopérer dans le cadre d'enjeux clefs, notamment la transition numérique des transports et l'agriculture intelligente face au climat.

2. Stratégies de lutte contre les changements climatiques

40. Les gouvernements de tous les pays de la sous-région ont établi des plans, des programmes et des stratégies visant à lutter contre les changements climatiques et à mener des réformes structurelles. Cependant, pour réussir une transformation économique verte dans la sous-région, il faut adopter une approche globale faisant appel à la coordination des organismes publics, à la collaboration intersectorielle et au ciblage de l'allocation des ressources.

41. Plusieurs gouvernements de la sous-région ont mis en place des conseils de coordination interinstitutionnels sur les changements climatiques et l'économie verte. Au Kazakhstan, en 2024, le conseil de transition vers une économie verte, présidé par le Premier Ministre, a donné aux autorités locales l'instruction d'incorporer des indicateurs économiques relatifs à l'énergie verte dans les plans régionaux de développement.

42. En Géorgie, la stratégie nationale relative aux changements climatiques comprend des priorités sectorielles pour la transformation des industries clefs et prévoit des mécanismes de financement, de suivi et d'évaluation. La stratégie de développement à faible taux d'émission à long terme, adoptée en 2023, est alignée sur l'Accord de Paris et tient compte des objectifs de développement durable. Elle présente les priorités dans les secteurs de

[14] Les États membres du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale sont l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan.

l'énergie, de la construction, du transport, de l'industrie et de l'agriculture, entre autres, ainsi que les obstacles au financement de l'action climatique. Elle définit également les procédures de suivi, de notification et de vérification périodiques.

43. Un autre outil important de stimulation de la transformation économique verte est le marquage des dépenses vertes, qui permet aux gouvernements de recenser le manque d'investissement lié au climat et d'encourager les organismes publics à intégrer la mobilisation des ressources dans les plans et les budgets. En 2024, le Gouvernement kirghize, avec l'appui de la Banque mondiale, a mis en place un cadre global de mise en œuvre du marquage des dépenses budgétaires vertes conformément à ses orientations de politique budgétaire pour 2024-2028.

44. La croissance du marché des obligations vertes dans la sous-région est une évolution importante en termes de mobilisation des ressources en faveur de l'économie verte et des objectifs climatiques. L'émission d'obligations publiques et privées a ouvert de nouvelles possibilités. L'Ouzbékistan a émis sa première obligation garantie verte en 2023 et l'Azerbaïdjan a émis sa première obligation financière verte en 2024.

45. Les gouvernements de la sous-région encouragent de plus en plus le développement vert et durable par l'intermédiaire de mécanismes multilatéraux. À sa neuvième session, tenue à Douchanbé le 28 novembre 2024, le Conseil d'administration du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale a adopté une initiative établissant, entre autres, une stratégie verte multilatérale centrée sur l'eau, l'énergie, l'écologie et l'agriculture[15].

46. Les organisations régionales ont répondu aux demandes des États membres en faveur d'une coopération multilatérale sur la transformation économique verte. L'initiative de l'Union économique eurasiatique sur la mise au point de lignes directrices concernant l'application des principes d'économie verte vise à équilibrer les cibles environnementales et les objectifs de développement social et économique. Elle met l'accent sur l'utilisation des meilleures techniques disponibles pour créer des synergies entre les entreprises, les investisseurs et les innovateurs, quelle que soit leur origine nationale. Lors du Forum de l'Organisation de Shanghai pour la coopération sur le développement vert de 2024, une initiative de création d'un partenariat vert pour le développement durable a été lancée, ainsi que des appels à une coopération renforcée sur la sécurité écologique, l'adaptation aux changements climatiques et la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, adopté à la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

3. Renforcement de la coopération régionale et sous-régionale

47. Compte tenu des défis interdépendants auxquels la sous-région est confrontée, la coopération régionale est cruciale pour faire avancer la transformation vers une économie verte. Les recherches hydrométéorologiques et écologiques sur les eaux transfrontières menées en commun peuvent servir de base scientifique pour la coordination de la gestion des eaux transfrontières et des politiques de conservation. Les organisations régionales, comme le

[15] CESAP et Commission économique pour l'Europe, « SPECA concept of development until 2030 ». Disponible à l'adresse suivante : www.unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/ANNEX%20IV.%20SPECA%20Concept%20of%20Development%20until%202030_ENG.pdf.

Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral, sont bien placées pour lutter contre les effets transfrontières des changements climatiques et coordonner les efforts d'adaptation. Le groupe de travail thématique sur l'innovation et la technologie au service du développement durable du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale permet aux États membres de débattre des questions liées à l'innovation et aux technologies à l'appui de la réalisation du Programme 2030 (des objectifs 8, 9, 13 et 17 en particulier) et de coopérer dans ce domaine. La cinquième session du groupe de travail, qui a été organisée par les secrétariats de la CESAP et de la Commission économique pour l'Europe et accueillie par le Gouvernement kirghize, s'est tenue à Bichkek le 27 juin 2024[16].

48. Le renforcement de la coopération régionale et de l'intégration économique est essentiel pour diversifier les économies de la sous-région. Des efforts coordonnés visant à établir des couloirs économiques verts grâce à des initiatives sur les énergies renouvelables, les technologies à rendement énergétique élevé et l'agriculture intelligente face au climat peuvent réduire la dépendance aux combustibles fossiles, supprimer les obstacles au commerce liés au climat et encourager une croissance durable et verte.

49. Grâce à la coopération et à l'intégration régionales coordonnées, la sous-région peut faire des économies d'échelle lui permettant d'accélérer la transformation économique verte. L'alignement des politiques nationales relatives au climat et au développement peut avoir des retombées positives, améliorer la compétitivité et attirer des investisseurs sensibles aux questions de durabilité.

D. Asie du Sud et du Sud-Ouest

1. Aperçu des tendances, des difficultés et des possibilités socioéconomiques

50. La croissance économique globale en Asie du Sud et du Sud-Ouest a légèrement ralenti, passant de 6 % en 2022 à 5,5 % en 2023, dans un contexte d'affaiblissement des exportations et de la consommation en raison de l'inflation élevée. Selon les premières estimations, le taux de croissance régional devrait encore baisser pour atteindre 5,2 % en 2024. Le taux d'inflation moyen de la sous-région était le plus haut de toutes les sous-régions et quatre pays ont enregistré un taux à deux chiffres. L'Inde affiche des performances remarquables en termes de croissance économique dans la sous-région et la région Asie-Pacifique au sens large. De nombreuses parties de la sous-région sont toujours en train de se remettre des effets de la pandémie de COVID-19 et d'autres crises mondiales et sont confrontées à des obstacles au développement persistants qui entravent les efforts de réduction de la pauvreté, de création d'emplois pour les jeunes et de renforcement de la résilience environnementale et climatique. Malgré certains progrès, une partie importante de la population continue de vivre en dessous du seuil de pauvreté, en particulier dans les zones rurales et isolées des régions montagneuses et aux frontières terrestres. Les inégalités de genre persistent dans la vie sociale, économique et politique, ce qui rend de nombreuses femmes et filles vulnérables et les exclut des possibilités de développement. Les zones urbaines subissent des pressions démographiques qui mènent à la surpopulation et mettent à rude épreuve les infrastructures et les services.

[16] Voir www.unescap.org/sites/default/d8files/event-documents/Report%205th%20session%20SPECA%20WG%20on%20ITSD_ENG%20for%20event%20page_1.pdf.

51. Les infrastructures routières et résidentielles, les transports publics, l'assainissement et la gestion des déchets de nombreuses zones urbaines ne sont pas suffisants. Cette insuffisance aggrave les problèmes d'embouteillage et de pollution et pose des difficultés en matière de migration rurale-urbaine au sein des pays. De plus, la dégradation de l'environnement représente une menace sérieuse car l'expansion urbaine empiète souvent sur les habitats naturels, ce qui entraîne une perte de biodiversité et pollue les eaux. Les disparités économiques entravent le développement urbain et les inégalités de richesse se traduisent par un accès inégal aux ressources et aux services, ce qui marginalise encore davantage les communautés les plus pauvres. En outre, les problèmes de gouvernance, y compris la corruption et la planification et la mise en œuvre non coordonnées, freinent la croissance urbaine durable. Pour relever ces défis, les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les communautés locales doivent coordonner leurs efforts en vue de créer des environnements urbains inclusifs et résilients.

52. Les catastrophes en Asie du Sud et du Sud-Ouest ont causé plus d'un million de décès et 485 milliards de dollars de dégâts au cours des cinquante dernières années. On estime que les pertes annuelles atteindront 240 milliards de dollars dans un scénario d'élévation de la température moyenne de la planète de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels[17]. Entre 1970 et 2024, le Bangladesh a enregistré le nombre total de décès liés à des catastrophes le plus élevé dans la sous-région, soit plus d'un demi-million de décès au cours des cinq dernières décennies, suivi par l'Inde avec 190 000 décès. Au cours de la même période, en Inde, en moyenne 43 millions de personnes ont été touchées par des catastrophes chaque année. Les risques d'inondation dans les zones fortement peuplées, comme les bassins du Gange et du Brahmapoutre, restent considérables, tandis que les risques de vague de chaleur et de sécheresse augmentent en Afghanistan, au Népal et au Pakistan. Les coûts de l'adaptation, actuellement estimés à 0,6 % du PIB sous-régional par an, restent un problème critique pour des pays comme l'Afghanistan et le Népal, où les pertes économiques sont disproportionnées par rapport aux ressources disponibles.

53. La sous-région est particulièrement vulnérable aux phénomènes météorologiques et géophysiques extrêmes, comme les pluies abondantes et longues, les vidanges brutales de lac glaciaire, les crues soudaines, les vagues de chaleur, les sécheresses, les tempêtes de poussière, les tsunamis et les tremblements de terre. Les décideurs et les agences de mise en œuvre sont encouragés à donner la priorité aux politiques de résilience climatique qui mettent l'accent sur les pratiques agricoles durables, l'investissement dans les énergies renouvelables et les plans globaux de gestion des catastrophes.

54. Dans ce contexte difficile, les économies émergentes de la sous-région accordent progressivement la priorité au développement durable. Des institutions telles que l'Association sud-asiatique de coopération régionale et l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle cherchent à améliorer la collaboration dans les domaines du commerce, du développement des infrastructures et de l'investissement dans des projets d'énergie renouvelable. L'amélioration des réseaux de transport et de l'infrastructure numérique peut renforcer la connectivité, favoriser le commerce et l'investissement et promouvoir le développement économique réciproque. Les dispositifs perfectionnés d'alerte précoce multidangers, tels que ceux fournis par l'intermédiaire du Groupe d'experts OMM/CESAP des

[17] *Targeting Transformative Disaster Risk Resilience in South and South-West Asia: Asia-Pacific Disaster Report 2024 for ESCAP Subregions* (ESCAP/5-TR/28).

cyclones tropicaux et du Système d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans l'océan Indien, se sont également révélés efficaces pour protéger les acquis du développement durable dans les zones géographiques à haut risque.

55. L'économie numérique dans la sous-région connaît un essor rapide et des pays comme l'Inde sont à la pointe de l'utilisation des technologies. Les gouvernements sont invités à investir dans l'infrastructure numérique afin de faciliter la gouvernance en ligne, d'optimiser la prestation de services et d'accroître la transparence. En effet, il est urgent de s'attaquer à la fracture numérique pour assurer un accès équitable à la technologie. De plus, on sait que la fracture numérique aggrave les inégalités de genre. Si les progrès technologiques sont rapides dans les zones urbaines, les habitants des zones rurales n'ont souvent pas accès aux services Internet de base et cela limite leur accès à l'éducation et à l'emploi, ainsi que leur participation à l'économie numérique.

56. Il est essentiel de se pencher sur la problématique de l'exode rural, car on constate que toujours plus de personnes émigrent vers les zones métropolitaines à la recherche de meilleures perspectives économiques. Ce phénomène exerce une forte pression sur les infrastructures et services urbains, notamment en ce qui concerne le logement, le transport et les services publics.

57. L'égalité des sexes reste une préoccupation majeure, les femmes rencontrant des obstacles dans les domaines de l'éducation, du travail et de la représentation politique. Ainsi, les politiques visant à renforcer l'autonomie des femmes par le biais de l'éducation et de l'entrepreneuriat sont essentielles à un développement socioéconomique inclusif.

2. Développement urbain

58. La sous-région est face à de nombreux défis en matière de développement urbain, qu'il s'agisse de l'urbanisation rapide, de l'insuffisance des infrastructures, de la dégradation de l'environnement ou encore des inégalités socioéconomiques. Pour s'attaquer à ces problèmes interdépendants, il faut une stratégie à plusieurs volets. Si l'urbanisation et l'industrialisation mal maîtrisées accroissent les niveaux d'intensité énergétique, une meilleure conception et gestion des centres urbains peuvent l'atténuer et la réduire.

59. L'une des problématiques les plus pressantes est la rapidité de l'urbanisation, des villes comme Dacca, Karachi et Mumbai connaissant une explosion démographique qui dépasse les capacités de leurs infrastructures. Les gouvernements doivent adopter des politiques qui intègrent systématiquement des pratiques de développement durable. De plus, conjuguer aménagement du territoire et planification des transports peut contribuer à gérer efficacement l'expansion des centres urbains. Dans plusieurs pays, des programmes de villes dites « intelligentes » sont mis en œuvre pour améliorer l'infrastructure urbaine grâce à l'utilisation de la technologie et à une gouvernance plus poussée.

60. Dans de nombreuses villes, l'offre de transports publics, de logements et d'installations d'assainissement est insuffisante. De plus, il est urgent de réduire la pollution et les embouteillages, et les villes prennent des mesures pour y parvenir : la ville de Dacca, par exemple, a mis en place des lignes de bus à haut niveau de service, ce qui améliore l'offre de transports publics tout en réduisant les encombrements routiers.

61. Il est absolument essentiel de prendre en compte les questions d'environnement dans les zones métropolitaines, où les activités industrielles contribuent à la pollution de l'air et de l'eau. La mise en place de réglementations environnementales strictes est un moyen d'atténuer les effets de ces activités. Au Népal, par exemple, des réglementations ont été adoptées afin d'encourager le recours à des sources d'énergie renouvelables et l'application de normes de construction écologiques dans le but de réduire l'empreinte carbone. Augmenter le nombre d'espaces verts dans les villes peut améliorer la qualité de l'air, réduire l'effet d'îlot de chaleur et offrir aux habitants des espaces de repos et de loisirs.

62. Les inégalités sociales restent problématiques dans les villes, c'est pourquoi il est essentiel de se doter de politiques inclusives qui autonomisent les habitants. À Sri Lanka, par exemple, des initiatives de développement pilotées par la collectivité ont été lancées pour permettre aux habitants de prendre part aux processus décisionnels touchant à l'urbanisme. Cette démarche permet non seulement de répondre aux besoins liés à la vie quotidienne des citadins, mais elle leur permet également de se sentir pleinement associés aux processus qui les concernent.

63. La sous-région ne manque pas d'exemples de réussites dont peuvent s'inspirer les pays et les villes. En Inde, l'initiative Smart Cities Mission vise à créer une centaine de villes intelligentes en mettant à profit la technologie pour améliorer la prestation des services et la gestion des infrastructures. Au Bangladesh, le projet Résilience urbaine vise à renforcer les infrastructures urbaines et à encourager la participation des communautés afin d'atténuer les effets des changements climatiques. Urbanisation et transformation numérique vont souvent de pair, ce qui fait augmenter la demande d'énergie des centres de données. Les zones urbaines sont également les lieux où se concentrent les activités liées aux technologies numériques, par exemple celles en rapport avec le développement de l'intelligence artificielle générative, la transformation numérique du secteur industriel et manufacturier, ainsi que la croissance du commerce en ligne et des activités économiques numériques. Ces activités, dont la croissance est associée à une prospérité croissante, font qu'on aura besoin de plus en plus de centres de données et d'infrastructures numériques. Des politiques intelligentes et axées sur les économies d'énergie sont essentielles pour réduire l'intensité énergétique des activités liées à la transition numérique et améliorer la sécurité énergétique des pays à l'échelle mondiale.

64. Pour obtenir les résultats voulus, il est essentiel de donner aux communautés et aux parties prenantes, notamment aux femmes, les moyens de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques. Le secrétariat de la CESAP a facilité la tenue de concertations multipartites afin de trouver des solutions à des problèmes tels que la connectivité des réseaux transfrontières et la pollution atmosphérique. Les partenariats avec les organisations sous-régionales et autres organisations de développement, notamment les entités du système des Nations Unies, les cellules de réflexion, le secteur privé et les organisations de la société civile, sont indispensables pour aider les pouvoirs publics à adopter des approches mobilisant l'ensemble de la société afin de tenter de résoudre les questions d'urbanisme complexes et interdépendantes.

3. Renforcement de la coopération régionale et sous-régionale

65. La coopération sous-régionale facilitée par l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle et l'Association sud-asiatique de coopération régionale peut aider les pays à surmonter les obstacles communs au développement durable. La coopération Sud-Sud peut quant à elle favoriser le partage des connaissances, le renforcement des capacités et les initiatives et investissements conjoints.

66. Le traitement des questions transfrontalières est un autre domaine de coopération important. Pour améliorer le commerce transfrontière, les gouvernements doivent harmoniser la législation et les normes, simplifier les régimes douaniers et abaisser les droits de douane. L'élimination des obstacles au commerce et la promotion du dépôt électronique des documents peuvent réduire les coûts de transaction et se traduire par des gains de temps. Le secrétariat de la CESAP a organisé des consultations multipartites avec les secrétariats de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle et de l'Association sud-asiatique de coopération régionale pour examiner la question de l'élimination des goulets d'étranglement qui nuisent à la connectivité transfrontière. Les Accords intergouvernementaux sur le Réseau routier asiatique, le Réseau ferroviaire transasiatique et les ports secs peuvent servir de base à la création et au développement de couloirs de transport internationaux pour les marchandises et les personnes.

67. Il est nécessaire de développer la coopération régionale pour arrêter des lignes directrices en matière d'émissions, surveiller la qualité de l'air et réduire la pollution de l'eau par les plastiques qui sont charriés par les cours d'eau avant de se déverser dans les océans, et sont préjudiciables aux populations côtières. Les travaux de recherche participative peuvent contribuer à identifier les sources de pollution et à concevoir et adopter des technologies et des procédés écologiques.

68. La maîtrise des outils numériques et l'accès à la technologie sont essentiels à l'émancipation économique des femmes dans toute la sous-région et les partenariats avec des entreprises technologiques peuvent faciliter le mentorat en matière de compétences numériques. De plus, les groupes de soutien en ligne peuvent aider les femmes à partager des ressources et des données d'expérience.

E. Asie du Sud-Est

1. Aperçu des tendances, des difficultés et des possibilités socioéconomiques

69. L'Asie du Sud-Est est le théâtre de changements socioéconomiques rapides et profonds, qui posent à la fois des défis et présentent des possibilités dans le domaine du développement durable. Du fait de l'évolution démographique, de l'urbanisation rapide et de l'évolution des environnements économiques, ces changements appellent des politiques tournées vers l'avenir qui privilégient la croissance inclusive, le développement d'infrastructures résilientes et l'exploitation stratégique de la transformation numérique.

70. Au cours des dernières décennies, des progrès considérables ont été réalisés dans la sous-région dans des domaines tels que la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et l'accès aux services essentiels, cela grâce à des initiatives visant à favoriser l'urbanisme et la production durables et à intégrer les technologies numériques dans des secteurs clefs. Les enseignements tirés en matière de réduction des risques de catastrophe à la

suite du redoutable tsunami de 2004 dans l'océan Indien ont également permis aux pays, depuis deux décennies, de réaliser ensemble des progrès et de jouer un rôle moteur dans le renforcement de la résilience à l'échelle mondiale. Cependant, selon les projections, les pertes annuelles moyennes de la sous-région dues aux catastrophes, qui s'élèvent actuellement à 150 milliards de dollars, devraient augmenter dans les scénarios de réchauffement, en raison des risques d'intensification des inondations, des canicules et des cyclones tropicaux. Près de la totalité de la production agricole du Cambodge et du Myanmar est menacée par de forts risques d'inondation, et il est probable que les vagues de chaleur et les sécheresses de plus en plus intenses touchent la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam[18].

71. L'égalité des sexes est désormais considérée comme une composante essentielle de la croissance inclusive, et des programmes régionaux ont été lancés pour autonomiser les femmes en leur facilitant l'accès à l'éducation, aux ressources économiques et aux politiques de soutien. De plus, les efforts visant à renforcer les droits du travail et la protection sociale des populations vulnérables commencent à porter leurs fruits, l'objectif étant de faire en sorte que les bienfaits de la croissance économique profitent à un plus large éventail de communautés. La durabilité environnementale reste une priorité absolue, l'accent étant mis sur la gestion durable des ressources, la lutte contre la pollution et les investissements dans les énergies renouvelables, autant d'éléments qui contribuent à améliorer la résilience face aux changements climatiques[19].

72. Le profil démographique jeune de la sous-région représente une véritable chance pour la croissance économique. Il est essentiel d'investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour adapter la main-d'œuvre à un marché du travail en rapide évolution. Du reste, une population vieillissante suppose la mise en place d'un système de soins de santé solide, d'une sécurité sociale et d'innovations telles que les technologies d'assistance. Les solutions numériques, telles que les plateformes d'apprentissage en ligne et les services de télésanté, sont essentielles pour s'adapter à ces évolutions démographiques. Étant donné que jusqu'à 50 % de la main-d'œuvre aura besoin d'être requalifiée dès 2025, des réformes éducatives globales et des programmes ciblés de formation professionnelle sont indispensables pour préparer la population active aux défis futurs. Les politiques qui favorisent l'adaptabilité de la main-d'œuvre et la réorientation professionnelle seront essentielles pour offrir des débouchés économiques équitables[20].

73. L'urbanisation stimule la croissance économique dans la sous-région, mais elle pose également des problèmes tels que le manque de logements et la pollution. Il est impératif de penser la planification urbaine dans une perspective durable, car les zones urbaines abritent des secteurs essentiels tels que l'industrie manufacturière et le secteur des technologies. Dans cette optique, on fait appel aux technologies numériques, en déployant par exemple des systèmes de transport intelligents, et on met en place des projets d'infrastructures vertes. Parmi les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), des systèmes de transport intelligents sont mis en place pour réduire les embouteillages, améliorer la qualité de l'air et optimiser les transports publics, améliorant ainsi la qualité de vie dans les

[18] *Targeting Transformative Disaster Risk Resilience in South-East Asia: Asia-Pacific Disaster Report 2024 for ESCAP Subregions* (ESCAP/5-TR/35).

[19] Voir à l'adresse suivante : www.unescap.org/events/2024/eighth-south-east-asia-multi-stakeholder-forum-advancing-sustainable-and-inclusive.

[20] *Asia-Pacific Digital Transformation Report 2024* (publication des Nations Unies, 2024).

zones urbaines, ainsi que leur durabilité. Les villes dites « intelligentes » contribuent à rendre les communautés urbaines plus résilientes et plus durables, tandis que la collaboration sous-régionale facilite la recherche de solutions aux problèmes qui dépassent les frontières, tels que les catastrophes naturelles (tsunamis et tempêtes tropicales, par exemple), la pollution atmosphérique et la gestion des déchets[21].

74. Les gouvernements de la sous-région cherchent des solutions au problème de la pollution atmosphérique transfrontière par l'intermédiaire de partenariats tels que le partenariat panasiatique pour l'information géospatiale sur la pollution de l'air. Dans le cadre de ce partenariat, les gouvernements de six pays d'Asie du Sud-Est ont renforcé leur capacité à utiliser des données satellitaires pour affiner leurs programmes de surveillance de la pollution atmosphérique en installant des instruments de télédétection, en formant du personnel et en étudiant les données pour élaborer des politiques fondées sur des données d'observation. Ce partenariat a vocation à accélérer les progrès en matière de surveillance et de gestion de la pollution atmosphérique en facilitant le partage des travaux de recherche, des données d'expérience et des techniques.

75. Les perspectives économiques de la sous-région demeurent bonnes, portées par la reprise des exportations mondiales et par une croissance résiliente et alimentée par les investissements. L'économie numérique sous-régionale est sur le point de connaître une expansion remarquable, les prévisions de croissance indiquant qu'elle triplera en volume d'ici à la fin de la décennie, passant d'environ 300 milliards de dollars à près de 1 000 milliards de dollars d'ici à 2030. Cette croissance est soutenue par des politiques tournées vers l'avenir qui favorisent l'innovation, l'infrastructure numérique et la connectivité. Représentant potentiellement une valeur de 2 000 milliards de dollars, l'économie numérique recèle une multitude d'opportunités, à commencer par l'adoption de nouveaux modèles de fonctionnement, la création d'emplois et un meilleur accès aux services. La sous-région est bien placée pour tirer parti de la transformation numérique mondiale, stimuler la croissance économique et créer de nouvelles perspectives de développement durable dans divers secteurs[22].

76. La collaboration avec les organisations sous-régionales, telles que l'ASEAN, est essentielle pour relever les défis socioéconomiques auxquels est confrontée la sous-région. En renforçant la coopération sous-régionale, les partenariats favorisent une plus grande connectivité entre les pays, améliorent la compétitivité et encouragent une intégration plus poussée, contribuant ainsi à bâtir des économies plus résilientes et plus dynamiques. Grâce à des initiatives conjointes et à une action collective, les organisations sous-régionales jouent un rôle central en promouvant la croissance durable et l'émergence de nouvelles opportunités.

2. Transformation numérique

77. La transformation numérique joue un rôle essentiel face aux enjeux d'ordre socioéconomique dans la sous-région. L'intégration des technologies numériques dans tous les secteurs ouvre de vastes perspectives pour la croissance économique, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale. Des cadres sous-régionaux tels que le Plan de la Communauté économique de

[21] *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2024: Boosting Affordable and Longer-Term Financing for Governments* (publication des Nations Unies, 2024).

[22] ASEAN, « Digital Economy Framework Agreement (DEFA): ASEAN to leap forward its digital economy and unlock US$2 Tn by 2030 », 19 août 2023.

l'ASEAN pour 2025 et le cadre de l'ASEAN pour l'intégration numérique encouragent la connectivité, renforcent la compétitivité et favorisent la coopération régionale[23].

78. L'une des grandes priorités de la sous-région est de réduire la fracture numérique. En effet, il est essentiel de fournir un accès fiable à Internet, à un coût abordable, en particulier dans les zones mal desservies, si l'on veut que toutes les communautés prennent part à l'économie numérique. L'initiative de l'Autoroute Asie-Pacifique de l'information, administrée par le secrétariat de la CESAP, est un exemple de ce qui est fait en ce sens. Elle vise à développer la connectivité à large bande et à réduire les disparités régionales pour promouvoir une plus grande inclusivité et un accès plus équitable aux débouchés économiques. Le secrétariat aide également les États membres à développer leur économie numérique en leur fournissant une assistance technique, des conseils stratégiques et des plateformes de partage des connaissances afin de les aider à mettre les outils numériques au service du développement durable.

79. Outre l'amélioration de la connectivité, la transformation numérique transforme les diverses branches d'activité et la main-d'œuvre de la sous-région. Par exemple, l'ASEAN a lancé des initiatives visant à faciliter la requalification des travailleurs dans un contexte de suppressions d'emplois causées par l'automatisation. En dotant la main-d'œuvre de compétences numériques essentielles, la sous-région se prépare à l'économie de demain. Le plan directeur numérique de l'ASEAN pour 2025 présente une vision consistant à améliorer les infrastructures numériques, à réduire les disparités régionales et à favoriser une croissance économique inclusive[24]. Cela est essentiel pour promouvoir le développement industriel et faciliter la transformation voulue, à savoir passer d'une main-d'œuvre peu qualifiée et peu rémunérée à une main-d'œuvre hautement qualifiée et rémunérée, alors que les principales économies d'Asie du Sud-Est cherchent à devenir des acteurs majeurs dans le secteur de la fabrication de technologies numériques de pointe et à développer leurs capacités de recherche-développement.

80. La transformation numérique a également un impact profond sur le développement urbain. Les technologies intelligentes révolutionnent les villes, les rendant plus efficientes, durables et résilientes. Ces innovations transforment les infrastructures urbaines, facilitent la gestion de la circulation, réduisent les encombrements et améliorent la qualité des services. En se dotant de solutions numériques perfectionnées, les collectivités locales sont mieux à même de répondre aux besoins de leur population. Le Réseau des villes intelligentes de l'ASEAN joue un rôle clef en facilitant la collaboration entre les administrations locales de la sous-région, leur permettant d'adopter des solutions numériques novatrices qui répondent à un éventail de problématiques liées à l'urbanisation[25]. Les politiques concernant les villes intelligentes devraient être détaillées et comporter des stratégies et des objectifs d'efficacité énergétique appelés à être intégrés à la planification urbaine et régionale.

[23] ASEAN, « ASEAN Digital Integration Framework ». Disponible à l'adresse suivante : https://asean.org/wp-content/uploads/2020/12/Adopted-ASEAN-Digital-Integration-Framework.pdf.

[24] ASEAN, *ASEAN Digital Masterplan 2025*. Disponible à l'adresse suivante : https://asean.org/wp-content/uploads/2021/09/ASEAN-Digital-Masterplan-EDITED.pdf.

[25] ASEAN, « ASEAN Smart Cities Network ». Disponible à l'adresse suivante : https://asean.org/wp-content/uploads/2024/10/2024-ASCN-ME-Report-Final_25Sep2024-for-public.pdf.

81. Pour les microentreprises et petites et moyennes entreprises, les plateformes numériques peuvent s'avérer précieuses pour améliorer l'accès aux marchés, accroître la productivité et renforcer la résilience. Le commerce électronique et les plateformes de financement numérique permettent à ces entreprises de toucher de nouveaux clients et d'accéder à des services financiers, favorisant ainsi l'inclusion économique et aidant les entreprises à prospérer dans un monde de plus en plus marqué par le numérique[26].

82. L'essor du commerce numérique et le fait que les données sont de plus en plus considérées comme des biens de consommation remodèlent le paysage économique, créant de nouvelles opportunités et de nouveaux défis. Les systèmes fiscaux existants, fondés sur des transactions physiques, doivent être adaptés à l'économie numérique en pleine croissance. L'Accord-cadre sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier en Asie et dans le Pacifique, adopté par la CESAP dans sa résolution 72/4, vise à rendre le commerce plus efficace et plus transparent en améliorant l'échange électronique transfrontière de données et de documents liés au commerce, à accélérer la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce numérique, à réduire les coûts commerciaux de 10 à 30 % et à améliorer le respect des règles commerciales. L'Accord est entré en vigueur le 20 février 2021 après le dépôt du nombre requis d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Parmi les pays d'Asie du Sud-Est, les Philippines et le Timor-Leste y ont adhéré, et le Cambodge est en train d'achever les procédures internes nécessaires à cette fin. Une autre initiative importante dans ce domaine est l'Accord-cadre sur l'économie numérique de l'ASEAN, qui est en cours de négociation, et a pour objet de simplifier les réglementations commerciales, de réduire les coûts de transaction et de faciliter les flux de données transfrontières. Cet accord soutiendra le commerce numérique dans la sous-région, en améliorant la connectivité économique et en offrant de nouvelles opportunités commerciales[27].

3. Renforcement de la coopération régionale et sous-régionale

83. La coopération sous-régionale est essentielle pour relever les défis socioéconomiques et faire progresser le développement durable. Des cadres tels que la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies et le Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies (2021-2025) jettent les bases d'initiatives concertées dans de multiples secteurs. Ces cadres favorisent la coopération sur des questions centrales telles que l'intégration économique, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale, permettant à l'ASEAN et à la CESAP d'harmoniser leur action et d'atteindre efficacement leurs objectifs communs.

84. Cette coopération passe nécessairement par une action coordonnée en matière de transformation numérique, de développement des infrastructures et de climatorésilience. En harmonisant les politiques entre les pays, la sous-région peut augmenter au maximum son influence collective, en faisant en sorte que la croissance soit sans exclusive et résiliente. Les partenariats public-privé sont un bon moyen de tirer parti du savoir-faire des secteurs public et privé pour mettre en œuvre des projets de grande envergure et à fort impact, en particulier dans les domaines de la technologie et des infrastructures.

[26] *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2024.*

[27] ASEAN, « Digital Economy Framework Agreement (DEFA) ».

85. Le renforcement de l'infrastructure numérique et l'amélioration de la connectivité transfrontière sont des moyens de réduire la fracture numérique et de permettre aux collectivités mal desservies de participer pleinement à l'économie numérique. La collaboration transfrontière favorise le partage des ressources, stimule l'innovation et crée de nouvelles possibilités d'inclusion. Les initiatives de renforcement des capacités et la coopération Sud-Sud fournissent aux pays les outils nécessaires pour relever les défis communs, renforçant ainsi la capacité collective des pays de la sous-région à innover et à s'adapter dans une perspective de croissance durable.

III. Questions portées à l'attention de la Commission

86. La Commission est invitée à prendre note des priorités des cinq sous-régions, à examiner comment renforcer la coopération régionale afin de soutenir la réalisation du développement durable et à fournir au secrétariat des orientations sur ses activités futures.